

0.a. Objectif

Objectif 1 : Éliminer la pauvreté sous toutes ses formes et partout dans le monde

0.b. Cible

Cible 1.2 : D'ici 2030, réduire de moitié au moins la proportion d'hommes, de femmes et d'enfants de tous âges souffrant d'une forme ou l'autre de pauvreté, telle que définie par chaque pays

0.c. Indicateur

Indicateur 1.2.2 : Proportion d'hommes, de femmes et d'enfants de tous âges vivant dans la pauvreté sous toutes ses formes, selon les définitions nationales

0.d. Série

Proportion de la population vivant dans la pauvreté sous toutes ses formes selon les définitions nationales [1.2.2] (SI_POV_NMPI)

Proportion moyenne de privations pour les personnes multidimensionnellement pauvres [1.2.2] (SD_MDP_ANDI)

Proportion d'enfants vivant dans une pauvreté multidimensionnelle spécifique à l'enfant [1.2.2] (SD_MDP_CSMP)

Proportion de ménages vivant dans la pauvreté multidimensionnelle [1.2.2] (SD_MDP_MUHHHC)

0.e. Mise à jour des métadonnées

2021-05-01

0.g. Organisation(s) internationale(s) responsable(s) de la surveillance mondiale

Banque mondiale, UNICEF, PNUD

1.a. Organisation

Banque mondiale, UNICEF, PNUD

2.a. Définition et concepts

Définition :

Les quatre séries suivantes sont utilisées pour suivre l'ODD 1.2.2.

- 1) Dénombrement officiel de la pauvreté multidimensionnelle, selon le sexe et l'âge (% de la population)
 - Le pourcentage de personnes qui sont pauvres d'un point de vue multidimensionnel
- 2) Part moyenne des privations pondérées (intensité) pour la population totale
 - La part moyenne des dimensions pondérées dans lesquelles les pauvres sont démunis parmi la population totale
- 3) Dénombrement officiel de pauvreté multidimensionnelle (% du total des ménages)
 - Le pourcentage de ménages qui sont pauvres d'un point de vue multidimensionnel
- 4) Part moyenne des privations pondérées (intensité) pour l'ensemble des ménages
 - La part moyenne des dimensions pondérées dans lesquelles les pauvres sont privés parmi l'ensemble des ménages
- 5) Privation multidimensionnelle pour les enfants (% de la population de moins de 18 ans)
 - Le pourcentage d'enfants qui sont simultanément privés dans de multiples dimensions de bien-être

Concepts :

La conception d'une mesure de la pauvreté multidimensionnelle est différente dans chaque pays, mais quelle que soit la méthodologie exacte choisie, elle suit toujours un processus similaire pour définir les caractéristiques de la mesure, qui comprennent : i) l'objectif de la mesure; ii) l'unité d'identification (le plus souvent le ménage ou les individus); iii) les dimensions et les indicateurs respectifs qui délimitent les privations à mesurer; iv) la méthodologie d'élaboration de la mesure (y compris les seuils de privation, les pondérations et les seuils de pauvreté).

La méthode la plus couramment utilisée est la méthodologie Alkire-Foster (AF) qui identifie les dimensions, généralement la santé, l'éducation et le niveau de vie et plusieurs indicateurs dans chaque dimension. L'unité d'analyse pourrait être soit l'individu, soit le ménage. Les individus ou les ménages sont considérés comme multidimensionnellement pauvres s'ils sont privés dans de multiples dimensions, dépassant certains seuils.

Les pays de l'UE, la Macédoine du Nord et la Turquie ont une approche différente pour mesurer la pauvreté multidimensionnelle en utilisant le concept de « personnes menacées de pauvreté ou d'exclusion sociale » (AROPE) calculées par EUROSTAT à l'aide des données des statistiques de l'UE sur le revenu et les conditions de vie (EU-SILC). L'AROPE se compose de trois indicateurs, et les individus sont considérés comme « à risque de pauvreté ou d'exclusion sociale » s'ils sont « à risque de pauvreté » ou « gravement démunis matériellement » ou « vivant dans un ménage avec une très faible intensité de travail ».

Il existe une mesure multidimensionnelle de la pauvreté spécialement conçue pour les enfants. Un enfant est considéré comme multidimensionnellement pauvre s'il est simultanément privé dans plusieurs dimensions. La méthodologie identifie les dimensions de la pauvreté et les indicateurs sous chaque dimension, et a une structure similaire à la méthodologie AF. Cependant, elle est différente puisqu'elle met l'accent sur le cycle de vie des enfants, en créant différents ensembles de dimensions et d'indicateurs pour différents groupes d'âge (p. ex., pour les enfants de 0 à 4 ans, de 5 à 11 ans, de 12 à 14 ans, de 15 à 17 ans) et effectue des analyses séparément pour chaque groupe d'âge. Dans la base de données mondiale sur les ODD, le dénombrement de la pauvreté multidimensionnelle (%) pour l'ensemble du groupe d'âge des 0 à 17 ans a été utilisé pour les pays déclarant des mesures individuelles de la pauvreté multidimensionnelle des enfants.

2.b. Unité de mesure

L'unité pour l'indicateur 1) et 5) est le pourcentage de la population, tandis que l'unité pour l'indicateur 3) est le pourcentage des ménages. L'unité pour l'indicateur 2) et 4) est la proportion.

3.a. Sources de données

Les sources de données utilisées pour calculer les indicateurs diffèrent d'une enquête à l'autre dans chaque pays. Pour plus de détails, veuillez vous référer à la documentation officielle via les liens énumérés à la fin.

3.b. Méthode de collecte des données

Les méthodes de collecte de données utilisées pour calculer les indicateurs diffèrent d'une enquête à l'autre dans chaque pays. Pour plus de détails, veuillez vous référer à la documentation officielle via les liens énumérés à la fin.

3.c. Calendrier de collecte des données

Le calendrier de la collecte des données diffère d'une enquête à l'autre dans chaque pays. Pour plus de détails, veuillez vous référer à la documentation officielle via les liens énumérés à la fin.

3.d. Calendrier de diffusion des données

Les pays de l'UE et certains pays d'Amérique latine mènent l'enquête et produisent des indicateurs multidimensionnels chaque année, mais la plupart des pays en développement n'ont publié des mesures multidimensionnelles qu'une ou quelques fois au cours des 10 dernières années. Pour ces pays, il est difficile de préciser quand les prochaines données seront disponibles.

3.e. Fournisseurs de données

Voici la liste des fournisseurs nationaux de données responsables de la production des données au niveau national.

Pays	Source
Afghanistan	National Statistics and Information Authority (NSIA)
Angola	National Statistics Institute (INE) of Angola
Arménie	Statistical Committee de la République d'Arménie
Autriche	EUROSTAT
Belgique	EUROSTAT
Bhoutan	National Statistics Bureau
Bulgarie	EUROSTAT

Burundi	Institut de statistiques et d'études économiques du Burundi (ISTEEBU)
Chili	Ministerio de Desarrollo Social
Colombie	Departamento Administrativo Nacional de Estadística (DANE)
Costa Rica	Instituto Nacional de Estadística y Censos de Costa Rica (INEC)
Croatie	EUROSTAT
Chypre	EUROSTAT
Tchéquie	EUROSTAT
Danemark	EUROSTAT
République dominicaine	Ministry of Economy, Planning and Development
Équateur	National Institute of Statistics and Census (INEC), Ministry of Social Development Coordination and National Secretary of Planning and Development
Égypte	The Ministry of Social Solidarity (MoSS), the Central Agency for Public Mobilization and Statistics (CAPMAS)
El Salvador	Secretaría Técnica y de Planificación Presidencia
Estonie	EUROSTAT
Finlande	EUROSTAT
France	EUROSTAT
Allemagne	EUROSTAT
Ghana	Ghana Statistical Service, National Development Planning Commission
Grèce	EUROSTAT
Guatemala	Ministry of Social Development
Guinée	INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE

Guinée-Bissau	Direction Generale du Plan, Instituto Nacional de Estatística (INE)
Hongrie	EUROSTAT
Islande	EUROSTAT
Irlande	EUROSTAT
Italie	EUROSTAT
Latvia	EUROSTAT
Lettonie	Bureau of Statistics
Lithuanie	EUROSTAT
Luxembourg	EUROSTAT
Malawi	National Statistical Office
Malaisie	Department of Statistics Malaysia
Maldives	National Bureau of Statistics (NBS)
Mali	Institut National de la Statistique (INSTAT), La Cellule Technique de Coordination du Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté (CT-CSCLP)
Malte	EUROSTAT
Mexique	Consejo Nacional de Evaluacion de la Politica de Desarrollo Social (CONEVAL)
Maroc	Haut-Commissariat au Plan (HCP)
Mozambique	Ministry of Economics and Finance - Directorate of Economic and Financial Studies
Népal	National Planning Commission
Pays-Bas	EUROSTAT
Nigéria	National Bureau of Statistics
Macédoine du Nord	Office fédéral de la statistique

Norvège	EUROSTAT
Pakistan	Ministry of Planning Development & Reform
Palestine	The Palestinian Central Bureau of Statistics (PCBS)
Panama	(2017) Ministry of Social Development (2018) Ministry of Economy and Finance
Philippines	Philippine Statistics Authority
Pologne	EUROSTAT
Roumanie	EUROSTAT
Rwanda	National Institute of Statistics of Rwanda
Sainte-Lucie	The Central Statistical Office of Saint Lucia
Sao Tomé-et-Principe	Ministry of Economy and International Cooperation
Seychelles	Bureau national de statistique
Slovaquie	EUROSTAT
Slovénie	EUROSTAT
Afrique du Sud	Statistics South Africa
Espagne	EUROSTAT
Sri Lanka	Department of Census and Statistics
Suède	EUROSTAT
Thaïlande	National Economic and Social Development Council (NESDC)
Turquie	EUROSTAT
Vietnam	General Statistics Office
Zambie	Ministry of National Development Planning

3.f. Compilateurs des données

Banque mondiale, UNICEF et PNUD

3.g. Mandat institutionnel

La Commission de statistique des Nations Unies a adopté les lignes directrices (en anglais) [« Guidelines on Data Flows and Global Data Reporting for the SDGs »](#), qui visent à établir des mécanismes efficaces et transparents pour la communication des données sur les ODD du niveau national au niveau international. Les lignes directrices définissent un cadre permettant aux agences nationales et internationales de travailler ensemble pour améliorer la transmission et la validation des données des ODD au niveau mondial.

La Commission de statistique établit ces lignes directrices dans le cadre des Principes fondamentaux de la statistique officielle et des Principes régissant les activités statistiques internationales, en mettant l'accent en particulier sur les principes de transparence, de collaboration et de communication, ainsi que sur les normes professionnelles et éthiques.

Les directives stipulent que les indicateurs des ODD doivent être basés sur des données produites et détenues par les systèmes statistiques nationaux, et que les bureaux nationaux de statistique jouent un rôle de coordination central dans le processus de notification. Les lignes directrices décrivent les rôles et les responsabilités des entités impliquées dans la compilation des données sur les ODD pour les rapports mondiaux, y compris les bureaux nationaux de statistique (BNS), d'autres institutions nationales et les organisations internationales.

Au niveau national, le BNS, en tant que coordonnateur du système statistique national, est censé identifier un fournisseur national de données pour chaque indicateur et assurer la liaison entre les entités nationales et les agences dépositaires internationales. Pour l'indicateur ODD 1.2.2, le fournisseur de données serait l'entité nationale qui dirige le développement et le suivi d'une mesure de la pauvreté multidimensionnelle nationale reconnue comme officielle par le gouvernement.

Au niveau mondial, les agences dépositaires sont mandatées pour compiler les données des indicateurs nationaux des ODD, pour les harmoniser afin d'assurer la qualité, la comparabilité internationale et le calcul des agrégats régionaux, et pour télécharger les données dans la base de données mondiale des indicateurs des ODD. Dans de nombreux cas, les agences dépositaires soutiennent également le développement méthodologique des indicateurs et fournissent une assistance technique aux systèmes statistiques nationaux qui manquent de ressources. Les agences dépositaires doivent publier un calendrier des activités de collecte de données, afin d'assurer la transparence et suffisamment de temps pour que les BNS et les fournisseurs de données nationaux répondent aux demandes de données sur les ODD.

L'indicateur 1.2.2 des ODD diffère des autres indicateurs ODD de deux manières importantes. Premièrement, il est défini au niveau national et n'est pas une mesure uniforme entre les pays, et n'est donc pas comparable au niveau international. Deuxièmement, ses agences dépositaires sont des BNS et non des agences internationales. En raison de ces caractéristiques, le PNUD, l'UNICEF et la Banque mondiale collaborent en tant qu'agences partenaires spéciales pour fournir une plate-forme pour compiler les données nationales sur l'indicateur 1.2.2 des ODD et les télécharger dans la base de données mondiale sur les ODD, une fonction généralement remplie par les agences dépositaires. Alors que les agences partenaires spéciales s'efforcent de s'assurer que les données déclarées sont officielles et de bonne qualité, elles n'effectuent aucune harmonisation ou autre traitement des données. Les lignes directrices sur les flux de données et la communication de données mondiales pour les ODD exigent également que les métadonnées nationales soient soumises en même temps que les données des ODD, afin de garantir l'exactitude et la comparabilité internationale. La variété des méthodologies pour l'indicateur 1.2.2 des ODD accroît la pertinence des métadonnées nationales en tant qu'instrument pour garantir la haute qualité et l'exactitude des données communiquées. Les trois agences disposent également de vastes portefeuilles d'assistance technique et de soutien aux capacités des pays pour le développement de leurs mesures nationales de la pauvreté multidimensionnelle.

4.a. Justification

La pauvreté est traditionnellement définie comme le manque d'argent. Cependant, les pauvres eux-mêmes considèrent leur expérience de la pauvreté de manière beaucoup plus large. Une personne pauvre peut souffrir de plusieurs désavantages en même temps – par exemple, elle peut être en mauvaise santé ou souffrir de malnutrition, manquer d'eau potable ou d'électricité, avoir un travail de mauvaise qualité ou être peu scolarisée. Se concentrer sur un seul facteur, comme le revenu, ne suffit pas à saisir la véritable réalité de la pauvreté. C'est pourquoi les mesures de la pauvreté multidimensionnelle décrites ci-dessus ont été développées afin de créer une image plus complète en examinant de multiples dimensions telles que la santé, l'éducation et le niveau de vie. L'indice officiel de la pauvreté multidimensionnelle (% de la population), l'indice officiel de la pauvreté multidimensionnelle (% du total des ménages) et la privation multidimensionnelle des enfants (% de la population de moins de 18 ans) ont tous trait à l'indice de la pauvreté en essayant de saisir combien de personnes, de ménages ou d'enfants dans l'ensemble du bassin sont considérés comme pauvres de manière multidimensionnelle. D'autre part, la part moyenne de la privation pondérée tente de saisir la profondeur de la pauvreté multidimensionnelle. Par exemple, s'il existe 18 indicateurs pour saisir différentes dimensions de la pauvreté, la personne qui est démunie dans 5 indicateurs et la personne qui est privée dans 15 indicateurs sont considérées comme étant toutes deux multidimensionnellement pauvres. Cependant, l'« intensité » de la pauvreté est différente entre ces deux personnes, ce qui est représenté par la part moyenne de privation pondérée.

4.b. Commentaires et limites

Les données compilées de l'ODD 1.2.2 ne sont pas destinées à être comparables entre les pays en raison des différences méthodologiques. Par exemple, bien que la méthodologie AF et AROPE produisent le ratio d'effectif des personnes considérées comme « multidimensionnellement pauvres », leur définition de la multidimensionnalité est différente et ne peut être comparée. En outre, même lorsque les pays utilisent la même approche (p. ex., AF, AROPE ou MODA), les statistiques ne sont pas toujours comparables, car les paramètres clés pour calculer la mesure tels que le nombre d'indicateurs, le poids attribué à chaque indicateur, etc. sont adaptés au contexte spécifique du pays. De plus, dans un même pays, si la méthodologie est différente, les estimations ne doivent pas être comparées. Par exemple, si un pays calcule sa pauvreté multidimensionnelle officielle en utilisant la mesure AF mais la pauvreté multidimensionnelle des enfants en utilisant la méthodologie MODA, les mesures pourraient être très différentes car les dimensions et les indicateurs utilisés dans les deux approches diffèrent considérablement. Dans ce suivi de l'ODD 1.2.2, la pauvreté multidimensionnelle des enfants basée sur la méthodologie MODA est déclarée comme un indicateur supplémentaire et le taux de pauvreté multidimensionnelle est déclaré séparément de la désagrégation de l'indicateur officiel de pauvreté multidimensionnelle des enfants.

4.c. Méthode de calcul

La mesure de la pauvreté implique deux étapes cruciales : (1) l'identification – identifier qui est pauvre, et (2) l'agrégation – compiler les informations de l'individu dans une mesure sommaire. Il existe différentes façons d'effectuer ces deux étapes. Toutes les mesures actuellement estimées par les pays ou les

organisations multilatérales utilisent l'approche de comptage. Par conséquent, ce qui suit ne concerne que les approches de comptage, même si d'autres méthodologies qui n'utilisent pas cette approche ont été développées par des experts.

L'identification et l'agrégation des personnes multidimensionnellement pauvres impliquent les étapes suivantes:

1. Définir l'ensemble des dimensions pertinentes de la pauvreté et, pour chacune d'entre elles, définir un ensemble d'indicateurs.
2. Pour chaque dimension, déterminer les critères d'évaluation de la privation en fonction des indicateurs.
3. Pour chaque indicateur, définir un seuil de satisfaction, de sorte qu'une personne (ou un ménage) dont la valeur pour cet indicateur est inférieure au seuil sera identifiée comme étant démunie dans cet indicateur.
4. Pour chaque indicateur, comparer la valeur de chaque personne (ou ménage) avec le seuil de satisfaction et créer une variable qui prend, par exemple, la valeur 1 si la personne est privée dans cet indicateur et 0 autrement, puis classer la personne comme démunie ou non dans cet indicateur.
5. Pour chaque personne (ou ménage), faire la somme du nombre de privations. Dans la somme, chaque indicateur peut être pondéré différemment ou également. En règle générale, s'il y a plus d'indicateurs dans une dimension que dans d'autres, les pondérations des indicateurs sont ajustées pour garantir des pondérations égales d'une dimension à l'autre, mais cela ne doit pas nécessairement être le cas.
6. Définir un seuil de pauvreté, de sorte qu'une personne dépassant le seuil sera identifiée et comptée comme pauvre.
7. Compter le nombre de personnes (ou ménages) pour obtenir une mesure de la pauvreté multidimensionnelle pour le pays ou la région d'intérêt.

Pour illustrer cette méthode, supposons une société hypothétique à cinq personnes, où la pauvreté multidimensionnelle est mesurée sur la base de quatre indicateurs : le revenu du ménage par habitant, les années de scolarité, l'accès à un système sanitaire et l'accès à une source d'eau. Les seuils de privation pour ces indicateurs sont, respectivement: 400 unités monétaires (p. ex., dollars, pesos, shillings), 5 ans de scolarité pour les adultes, l'accès à un système sanitaire amélioré et l'accès à des sources d'eau améliorées. Dans cet exemple, les quatre indicateurs sont pondérés de manière égale, et le seuil de pauvreté multidimensionnelle est deux des quatre indicateurs. C'est-à-dire que la personne serait considérée comme pauvre si elle était privée dans au moins deux des quatre indicateurs. Le tableau 1 présente les valeurs des personnes dans chacun des quatre indicateurs, et les seuils de privation sont indiqués dans la rangée du bas. Les valeurs tombant en dessous des seuils de privation sont surlignées en rouge. Le tableau 2 montre le statut de privation de toutes les personnes dans les quatre indicateurs. La colonne (5) montre la somme des privations. En comparant cette somme avec le seuil de pauvreté (comme mentionné ci-dessus, deux sur quatre), les personnes peuvent être classées comme pauvres ou non pauvres, comme indiqué dans la colonne (6).

Tableau 1. Valeurs individuelles dans les variables sélectionnées pour définir la pauvreté multidimensionnelle

Individu	Revenu (en dollars)	Scolarité (en années d'étude)	Accès système sanitaire amélioré	Accès source d'eau améliorée
1	100	3	Non	Non
2	200	2	Non	Oui
3	350	5	Oui	Oui
4	500	4	Oui	Non
5	600	6	Oui	Oui
Seuils de privation	400	5	Oui	Oui

Note: On remarque que pour l'accès à un système sanitaire et à l'eau, les indicateurs sont des variables binaires prenant la valeur de 1 quand l'individu a accès et 0 sinon.

Tableau 2: Statut et score de privation et statut de pauvreté

Individu	Privé dans				Somme des privations	Pauvre (au moins deux des quatre)
	Revenu	Scolarité	Système sanitaire	Eau		
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)
1	1	1	1	1	4	Oui
2	1	1	1	0	3	Oui

3	1	0	0	0	1	Non
4	0	1	0	1	2	Oui
5	0	0	0	0	0	Non

La dernière étape consiste à agréger les informations entre les individus. La mesure récapitulative la plus courante est le taux de dénombrement ou l'incidence de la pauvreté. Le taux de dénombrement est la proportion de la population totale classée comme pauvre. Dans l'exemple ci-dessus, l'incidence de la pauvreté multidimensionnelle est de 60 % ($= \frac{3}{5} \times 100$). Tous les exemples empiriques examinés dans cette section utilisent le taux de dénombrement comme mesure de base de la pauvreté multidimensionnelle. D'une part, cette mesure est très intuitive et peut être désagrégée par sous-groupes de population. En revanche, il ne peut pas être décomposé selon les contributions de chaque différent indicateur et il n'est pas sensible au nombre de privations subies par les pauvres. En raison de ces limites, certaines méthodologies proposent d'autres mesures synthétiques en plus du ratio d'effectifs. Aux fins de l'établissement de rapports sur l'indicateur 1.2.2 des ODD, les pays n'ont qu'à calculer le taux d'effectif.

1. Besoins fondamentaux non satisfaits

Les mesures au sujet des besoins fondamentaux non satisfaits, qui ont proliféré en Amérique latine dans les années 1980, sont une application directe de la méthode de comptage^[1]. Ces mesures utilisent souvent des données de recensement pour produire des cartes détaillées de la pauvreté et elles peuvent également être estimées à l'aide d'enquêtes auprès des ménages. Elles identifient les pauvres en utilisant l'approche de comptage décrite ci-dessus, en suivant toutes les étapes mentionnées, et agrègent les informations sur les ménages et les personnes en utilisant les ratios d'incidence. Plus généralement, la part des ménages ou des individus ayant des besoins de base non satisfaits est présentée pour différents seuils de pauvreté, c'est-à-dire la proportion de ménages et de personnes ayant un ou plusieurs besoins de base non satisfaits, la proportion de ménages et de personnes ayant deux ou plusieurs besoins de base non satisfaits, et ainsi de suite. Les besoins de base pris en compte dans ces mesures comprennent généralement (Feres et Mancero, 2001) : l'accès à un logement répondant aux normes minimales d'habitation, l'accès aux services de base garantissant des conditions sanitaires minimales, l'accès à l'éducation de base et la capacité économique d'atteindre des niveaux de consommation minimaux. Lorsque ces mesures sont estimées à partir des données du recensement, elles peuvent être fortement désagrégées géographiquement, ce qui permet de construire des cartes détaillées de la pauvreté au niveau du district, de la municipalité et même des taux de recensement. En raison de cette propriété, des cartes des besoins fondamentaux non satisfaits ont parfois été utilisées pour répartir les ressources entre les zones.

1. Mesure de la pauvreté multidimensionnelle au Mexique

L'approche par comptage a été utilisée pour évaluer le nombre de personnes qui sont privées simultanément de revenus et de certaines dimensions non monétaires^[2]. On trouve des premières applications en Irlande et, plus récemment, au Royaume-Uni pour mesurer la pauvreté des enfants^[3]. Mais le premier pays à développer une mesure officielle et permanente de la pauvreté multidimensionnelle dans le monde en développement a été le Mexique. Le « National Council for Evaluation of Social Development Policy » (CONEVAL) a dirigé ce processus. Au Mexique, la pauvreté multidimensionnelle est mesurée dans l'espace du bien-être économique et des droits sociaux, au niveau individuel :

« Une personne est considérée comme multidimensionnellement pauvre lorsque l'exercice d'au moins un de ses droits sociaux n'est pas garanti et si elle dispose également d'un revenu insuffisant pour acheter les biens et services nécessaires à la satisfaction complète de ses besoins. »((en anglais) [CONEVAL, 2010](#))

Tableau 3: Dimensions et indicateurs de la mesure de pauvreté multidimensionnelle du Mexique

Type de dimension	Dimension	Indicateur
Bien-être économique	Bien-être économique	Revenu par habitant
Droits sociaux	Éducation	Écart d'éducation (atteinte d'un niveau d'éducation minimum pour leur cohorte d'âge)
	Santé	Inscrit au système de protection sociale de la santé
	Sécurité sociale	Accès à la sécurité sociale
	Logement	Qualité et espaces du logement (sol, toit, murs et surpeuplement)
	Services dans le logement	Accès aux services de base dans le logement (eau, évacuation, électricité, combustible de cuisine)
	Nourriture	Sécurité alimentaire

Toutes les personnes dont le revenu par habitant est insuffisant pour couvrir les biens et services nécessaires sont considérées comme privées de bien-être économique. Pour les droits sociaux, chacun des six indicateurs du tableau 3 est généré sous forme de variable binaire, 1 représentant la privation et 0 sinon. Dans les cas où il y a plus d'un indicateur, c'est-à-dire pour le logement et l'accès aux services dans le logement, l'individu est classé comme privé s'il n'atteint pas le seuil pour un seul indicateur dans la dimension. L'indice de privation sociale est alors défini comme la somme de ces six indicateurs associés à la privation sociale. Les six dimensions ont la même pondération, car tous les droits de l'homme sont considérés comme d'égale importance. L'indice de privation sociale prend ainsi une valeur comprise entre zéro (la personne n'est privée dans aucun des six indicateurs de droits sociaux) et six (la personne est privée dans tous).

La classification de la population selon cette méthode est illustrée à la Figure 1. L'axe vertical représente l'espace du bien-être économique, mesuré par le revenu du ménage par habitant. L'axe horizontal représente l'espace des droits sociaux. Dans cet axe, les individus à l'origine ont un indice de privation sociale de six, les individus placés plus à droite ont moins de privation. Le seuil de privation dans l'espace des droits sociaux est de un, et les individus à gauche de ce seuil ou sur ce seuil sont considérés comme privés de droits sociaux. Les individus sont divisés en quatre groupes (CONEVAL 2010, p. 32) :

1. *Multidimensionnellement pauvre*. Les personnes dont les revenus sont inférieurs au seuil de bien-être économique et dont un ou plusieurs droits sociaux ne sont pas remplis.
2. *Vulnérable en raison de la privation sociale*. Les personnes socialement privées ayant un revenu supérieur au seuil de bien-être économique.
3. *Vulnérable en raison du revenu*. Les personnes sans privation sociale et avec un revenu inférieur au seuil de bien-être économique.
4. *Non multidimensionnellement pauvre et non vulnérable*. Les personnes ayant un revenu supérieur au seuil de bien-être économique et sans privation sociale.

Figure 1 (en anglais) : Identification des personnes multidimensionnellement pauvres au Mexique



Source : Adaptée de CONEVAL (2010).

Parmi les personnes multidimensionnellement pauvres, celles en extrême pauvreté sont également identifiées, en considérant un seuil de bien-être économique inférieur (le seuil minimum de bien-être économique) [4] et un seuil de privation plus élevé de trois privations sociales ou plus.

En termes d'agrégation, le Mexique produit plusieurs catégories de mesures sommaires. La mesure de base est le taux de dénombrement, c'est-à-dire la proportion de personnes souffrant de pauvreté multidimensionnelle (c.-à-d. la proportion de personnes du groupe I dans la figure 1). En outre, d'autres mesures d'effectif sont également déclarées, telles que la proportion de personnes privées de bien-être économique, la proportion privée de chacun des droits sociaux et la proportion présentant une ou plusieurs privations sociales. La profondeur de la pauvreté est calculée séparément en fonction du bien-être économique et des privations sociales. La profondeur de la pauvreté en termes de bien-être économique est l'écart moyen entre le seuil de bien-être et le revenu des personnes pauvres [5]. Cette mesure est déclarée pour les groupes I et III de la figure 1. La profondeur de la pauvreté en termes de privations sociales est la proportion moyenne de privations parmi les personnes souffrant d'au moins une privation. Cette mesure est déclarée pour les groupes I et II dans la figure 1. Enfin, l'intensité de la pauvreté correspond au produit du taux de dénombrement et de la profondeur de la pauvreté [6]. Cette mesure est calculée pour les personnes multidimensionnellement pauvres (groupe I) et les personnes socialement privées (groupe II).

En 2015, le Vietnam a lancé son indice officiel de pauvreté multidimensionnelle, suivant une approche similaire à celle adoptée au Mexique mais utilisant le ménage comme unité d'analyse. Un ménage multidimensionnellement pauvre est un ménage (1) dont le revenu mensuel moyen par habitant est égal ou inférieur au seuil de pauvreté fondé sur le revenu, OU (2) dont le revenu mensuel moyen par habitant est supérieur au seuil de pauvreté fondé sur le revenu mais inférieur au niveau de vie minimum ET est privé dans au moins 3 indices de mesure de la privation d'accès aux services sociaux de base. Dix indicateurs sont inclus dans la liste des services sociaux de base. Ce sont (1) l'éducation des adultes, (2) la scolarisation des enfants, (3) l'accessibilité aux services de soins de santé, (4) l'assurance maladie, (5) la qualité du logement, (6) la surface de logement par habitant, (7) l'approvisionnement en eau potable, (8) les toilettes/latrines hygiéniques, (9) l'utilisation des services de télécommunication et (10) les biens pour l'accessibilité à l'information [7].

1. À risque de pauvreté ou d'exclusion sociale

Depuis 2010, la stratégie économique de l'Union européenne a fixé le grand objectif en matière de pauvreté pour 2020 à « 20 millions de personnes en moins devraient être exposées au risque de pauvreté ». Les progrès par rapport à cet objectif sont mesurés par le taux de personnes menacées de pauvreté ou d'exclusion sociale ([\(en anglais\) AROPE](#)), défini comme la proportion de personnes qui soit sont à risque de pauvreté monétaire, soit vivent dans un ménage à très faible intensité de travail, soit sont en situation de privation matérielle grave. En d'autres termes, l'AROPE considère trois dimensions/indicateurs, et l'individu est en risque de pauvreté ou d'exclusion sociale s'il est privé d'au moins une de ces dimensions/indicateurs.

Une personne est [\(en anglais\) à risque de pauvreté](#) si elle :

1. a un revenu disponible équivalent (après transferts sociaux) inférieur à 60 % du revenu disponible équivalent médian national après transferts sociaux.
2. vit dans un ménage à [\(en anglais\) très faible intensité de travail](#) (c.-à-d. si le rapport entre le nombre total de mois pendant lesquels tous les membres du ménage en âge de travailler ont travaillé au cours de l'année de référence du revenu et le nombre total de mois qu'ils auraient théoriquement pu travailler est inférieur à 20 %).
3. est en situation de [\(en anglais\) privation matérielle grave](#), ce qui veut dire qu'elle n'a pas les moyens financiers pour au moins quatre des neuf items suivants :

- payer le loyer, l'hypothèque ou les factures de services publics
- garder son logement suffisamment chaud
- faire face à des dépenses imprévues
- manger de la viande et des protéines régulièrement
- aller en vacances
- un téléviseur
- une laveuse
- une automobile
- un téléphone

Les informations sur les individus à risque de pauvreté et d'exclusion sociale sont agrégées sous la forme d'un taux d'incidence, soit la proportion d'individus dans la population totale qui sont identifiés comme étant à risque de pauvreté ou d'exclusion sociale.

La construction d'AROPE suit les mêmes étapes décrites ci-dessus qui sont utilisées pour les besoins fondamentaux non satisfaits ou pour les expériences mixtes (CONEVAL). De plus, comme dans les deux autres cas mis en évidence, les trois dimensions sont équipondérées. Cependant, alors que CONEVAL considère comme démunies de droits sociaux les personnes souffrant d'au moins une privation dans n'importe quel indicateur de cette dimension, l'AROPE exige qu'au sein de la privation matérielle, au moins quatre privations sur neuf soient nécessaires pour établir une privation matérielle grave.

1. Approche Alkire-Foster de la pauvreté multidimensionnelle

Alkire et Foster ont présenté une famille de mesures de la pauvreté multidimensionnelle basée sur l'approche de comptage, qui a capté l'attention mondiale et est largement adoptée par les pays. La première et la plus connue des applications est l'indice de pauvreté multidimensionnelle (IPM) de PNUD-OPHI au niveau mondial, qui est publié depuis 2011. Depuis lors, de nombreux pays ont suivi leurs conseils dans ce que l'on appelle « l'approche IPM ».

La famille de mesures Alkire-Foster suit les cinq étapes des approches de comptage décrites ci-dessus et les deux étapes d'identification et d'agrégation : (1) il y a un premier seuil pour chaque seuil spécifique de privation, et (2) il y a un deuxième seuil à l'étape d'agrégation pour déterminer si la personne (ou le ménage) est multidimensionnellement pauvre sur la base du score de privation. Des poids différentiels sont parfois utilisés au stade de l'agrégation, mais ils ne sont pas obligatoires. Il en résulte une estimation de l'incidence ou de la prévalence de la pauvreté, généralement appelée H .

Une innovation introduite par la famille de mesures Alkire-Foster est qu'il est possible de tenir compte simultanément de l'incidence de la pauvreté (H) et de son intensité (A)^[8]. L'intensité de la pauvreté – également appelée ampleur de la pauvreté – est définie comme la proportion moyenne des indicateurs de pauvreté multidimensionnelle pertinents (pondérés ou non) pour lesquels les personnes pauvres sont privées. Lors de l'utilisation de variables catégorielles, il est possible d'estimer un taux d'effectif ajusté (M_0 ou IPM), où

$$M_0 = H \times A.$$

Le taux d'effectif ajusté, tout comme les autres mesures décrites dans cette note, peut être désagrégé par sous-groupes de population (p. ex., zone géographique, origine ethnique) et il peut être ventilé par dimension ou par indicateur. Pour plus de détails sur la méthodologie, voir Alkire et al. (2015).

L'approche Alkire-Foster peut être considérée comme un cadre général de mesure de la pauvreté multidimensionnelle qui peut être adapté à des contextes très différents. De nombreuses statistiques nationales permanentes existantes sur la pauvreté multidimensionnelle sont basées sur l'IPM mondial, mais avec des modifications substantielles en termes de dimensions, d'indicateurs et de seuils^[9]. Depuis 2018, la Banque mondiale présente régulièrement des mesures de la pauvreté multidimensionnelle dans tous les pays en utilisant le taux de dénombrement (H), comme le fait la mesure de PNUD-OPHI, bien qu'avec des différences dans la sélection des paramètres, dans certains des indicateurs et dans les sources de données. On retrouve en annexe une comparaison des indicateurs utilisés dans les deux mesures globales. En plus du ratio d'effectif, le rapport 2018 sur la pauvreté et la prospérité partagée, dans lequel la Banque mondiale a introduit cette mesure multidimensionnelle, présente des estimations de la pauvreté mondiale en utilisant le ratio d'effectif ajusté de la famille Alkire-Foster ainsi que la mesure de pauvreté multidimensionnelle sensible à la distribution, proposé dans Datt (2018).

1. Pauvreté chez les enfants

Les enfants vivent et souffrent la pauvreté différemment des adultes. Leurs besoins sont également différents, par exemple en termes de nutrition ou d'éducation. Cependant, les enfants sont souvent invisibles dans les estimations de la pauvreté. C'est pourquoi l'ODD 1.2.2 mentionne explicitement les enfants et pourquoi les pays devraient établir une mesure de la pauvreté infantile spécifique aux enfants. La Conférence européenne des statisticiens recommande que les pays « élaborent des mesures de la pauvreté multidimensionnelle spécifiques aux enfants et adaptées au cycle de vie » (recommandation 29).

Si des mesures de la pauvreté spécifiques aux enfants ne sont pas développées, il y a un risque de mauvaise interprétation de l'évolution de la situation des enfants et par conséquent de mauvaise interprétation de l'impact des politiques et des chocs externes. Il est possible que même si la situation des enfants d'un ménage donné se détériore, ce ménage devienne « non pauvre » en raison d'indicateurs qui ne comptent que pour les adultes. Dans un tel cas, malgré le fait que ces enfants soient moins bien lotis qu'avant, ils ne seraient plus comptés comme pauvres.

Plus de 70 pays à faible ou à moyen revenu qui ont effectué des analyses de la pauvreté des enfants sur la base d'une mesure spécifique de la pauvreté des enfants utilisent l'enfant comme unité d'analyse. Ces pays se trouvent dans toutes les régions du monde en développement (p. ex., l'Argentine, l'Arménie, le Brésil, l'Égypte, l'Éthiopie, le Mexique, la Sierra Leone, l'Ouganda et la Zambie), ainsi que dans l'Union européenne.

L'estimation de la pauvreté multidimensionnelle des enfants suit les mêmes étapes que les autres exemples mentionnés ci-dessus : les dimensions pertinentes sont identifiées, les critères d'évaluation de la privation dans chaque dimension sont établis et les enfants privés dans chaque dimension sont identifiés. Un seuil est ensuite spécifié concernant le nombre minimum de dimensions dans lesquelles un enfant doit être privé pour être considéré comme pauvre, et les enfants au-dessus ou en dessous de ce seuil sont alors comptés. De plus, le pourcentage (et le nombre) d'enfants privés dans exactement une, exactement deux, exactement trois, etc., sont déclarés et analysés, ainsi que les chevauchements ou les privations simultanées. Cela permet de mesurer l'incidence, l'ampleur et la sévérité de la pauvreté de manière simple et intégrée.

Pour la pauvreté des enfants, la sélection des dimensions doit être basée sur les droits de l'enfant. Cependant, tous les droits ne constituent pas la pauvreté des enfants, comme l'expliquent les Lignes directrices sur les droits de l'homme et la pauvreté du Haut-Commissariat aux droits de l'homme. Selon la Conférence des statisticiens européens : « Les mesures de la privation doivent être fondées sur une théorie ou une définition normative claire et explicite de la pauvreté afin de garantir que chaque indicateur est une mesure valide, c.-à-d. qu'il **mesure la pauvreté et non un autre concept apparenté (ou non apparenté) tel que le bien-être ou le bonheur** » (recommandation 28 (a), caractères gras ajoutés).

Comme dans le cas du CONEVAL (explicitement) et des besoins fondamentaux non satisfaits (implicitement), aucun poids différentiel ne doit être appliqué entre les dimensions car ce sont des droits. Tous les droits ont la même importance et ne peuvent être remplacés. Cela n'émane pas seulement de l'approche des droits de l'homme, mais c'est aussi le cas de l'approche par les capacités, comme l'affirment Dixon et Nussbaum (2012) : « Une approche par les capacités s'engage généralement à la protection égale des droits pour tous jusqu'à un certain seuil. Tout compromis qui laisse certaines personnes en dessous de ce seuil sera donc un échec clair de la justice fondamentale dans le cadre d'une approche par les capacités » (« Children's Rights and a Capabilities Approach: The Question of Special Priority », p. 554, Public Law and Legal Theory, Document de travail N° 384.)

- ¹ Cette approche a été proposée dans plusieurs publications avant d'être largement adoptée en Amérique latine. Voir, entre autres : ILO (1978), Morris (1978) et Streeten et al. (1981). [↑](#)
- ² Les premiers exemples d'analyses utilisant cette approche incluent, par exemple, Beccaria et Minujín (1985), Minujín, A. (1995), et Erikson, R. (1989). [↑](#)
- ³ En Irlande, depuis 1997, la « pauvreté persistante » est définie comme la proportion de personnes qui sont à la fois pauvres en termes de revenu et ne peuvent pas se permettre au moins deux des éléments considérés comme essentiels pour un niveau de vie de base (auparavant 8, maintenant 11 éléments sont considérés comme indispensables). Depuis 2010, le Royaume-Uni applique une définition similaire pour l'un de ses quatre objectifs politiques sur la pauvreté des enfants, combinant faible revenu et privation matérielle (« The Child Poverty Unit », 2014). Consulter aussi Aaberge et Brandolini (2014). [↑](#)
- ⁴ Le seuil de bien-être économique a été défini par référence à un panier de biens et de services de base. Le seuil minimum de bien-être économique est le revenu minimum requis pour acquérir suffisamment de nourriture pour assurer une nutrition adéquate. [↑](#)
- ⁵ Foster, Greer et Thorbecke (1976). [↑](#)
- ⁶ Selon Alkire et Foster (2007). [↑](#)
- ⁷ Vietnam General Statistics Office. (en anglais) <https://www.gso.gov.vn/en/metadata/2019/10/explanation-of-terminology-content-and-methodology-of-some-statistical-indicators-on-living-standard/> [↑](#)
- ⁸ La formule développée par Datt et présentée dans le rapport 2018 sur la pauvreté et la prospérité partagée de la Banque mondiale permet également de combiner l'incidence et l'ampleur de la pauvreté. Il existe plusieurs autres formules qui permettent cette combinaison. [↑](#)
- ⁹ Pour plus de détails au sujet de ces mesures, consulter le site Web (en anglais) de « Multidimensional Poverty Peer Network (MPPN) », www.mppn.org. Le réseau MPPN a été lancé en 2013 pour fournir un soutien aux décideurs qui mettent en œuvre un indice de pauvreté multidimensionnelle (IPM) ou explorent la possibilité de développer des mesures multidimensionnelles de la pauvreté. [↑](#)

4.d. Validation

Les données ont été validées par une approche en trois étapes pour garantir leur exactitude. Premièrement, les données sont saisies par le personnel de la Banque mondiale affecté à chaque pays, généralement en consultation avec le BNS du pays et/ou les documents officiels du pays. Ces données sont envoyées aux responsables de pays de l'UNICEF et du PNUD pour validation. Après avoir intégré les contributions de ces trois agences, les données sont envoyées au point focal des ODD de chaque pays pour leur approbation finale. Pour les pays où la Banque mondiale n'a pas de bureau national, comme les pays de l'OCDE et de l'UE, la Banque mondiale a recueilli les informations sur la base des sources de données disponibles en ligne et les a envoyées directement aux homologues officiels de chaque pays pour vérification.

4.f. Traitement des valeurs manquantes (i) au niveau national et (ii) au niveau régional

• Au niveau national :

Le traitement des valeurs manquantes diffère d'une enquête à l'autre. Pour plus de détails, veuillez vous référer à la documentation officielle via les liens présentés à la fin.

• Aux niveaux régional et mondial :

Aucune estimation n'a été produite par les agences internationales pour les valeurs manquantes dans les données.

4.g. Agrégations régionales

Puisque les données de l'indicateur 1.2.2 sont basées sur les définitions nationales de la pauvreté – et que les méthodologies utilisées pour les produire sont différentes, comme décrit dans la section « Commentaires et limites », les données ne sont pas comparables entre les pays. Ainsi, les agrégats régionaux et mondiaux ne sont pas produits.

4.h. Méthodes et instructions à la disposition des pays pour la compilation des données au niveau national

Une mesure réussie de la pauvreté multidimensionnelle doit être rigoureuse, institutionnalisée, durable et utile. Une telle mesure génère des informations crédibles et pertinentes, et elle est établie comme une statistique permanente officielle aux côtés des statistiques traditionnelles telles que le nombre de personnes pauvres selon le revenu ou les dépenses, et les écarts de pauvreté. Comme pour les autres indicateurs, il est important qu'un système clair et transparent soit en place pour la mise à jour régulière de la mesure. Cela implique que la responsabilité de ces mises à jour est confiée à une entité officielle et que les coûts associés sont intégrés au budget du gouvernement. Idéalement, une mesure de la pauvreté multidimensionnelle pourrait être utilisée activement pour guider l'élaboration des politiques (p. ex., la coordination des politiques, le ciblage et l'évaluation des politiques).

Pour rendre une telle mesure institutionnelle et utile, il est fondamental que le gouvernement s'approprie le processus. Avoir le soutien de représentants de haut niveau au sein du gouvernement, tels que le président ou le premier ministre, ou des ministres, confère une légitimité supplémentaire au processus et peut faciliter l'adoption de la mesure par d'autres niveaux de gouvernement et parties prenantes. En outre, un fonctionnaire de haut niveau peut être en mesure d'impliquer d'autres acteurs concernés dans le processus de conception et de travailler à l'institutionnalisation de la mesure. La participation active des différents ministères aux discussions et aux décisions tout au long du processus de conception, à savoir la sélection des indicateurs, des seuils respectifs et des pondérations, est essentielle pour garantir que la mesure finale répond aux besoins des décideurs politiques dans un contexte national spécifique.

Pour rendre une mesure durable plutôt que spécifique à une administration particulière, il est utile de créer un consensus et un sentiment partagé de légitimité autour de la mesure qui transcende les acteurs politiques individuels. Cela exige que le processus d'élaboration de la mesure soit perçu comme crédible, transparent et non partisan. Il est hautement souhaitable d'impliquer les principales parties prenantes, telles que les universitaires, les leaders d'opinion, l'opposition et les représentants de la société civile tout au long du processus. Cela devrait inclure de larges consultations avec le public, par exemple par le biais d'enquêtes représentatives au niveau national pour recueillir le consensus national sur les seuils requis pour satisfaire les différentes dimensions. De plus, il est important d'avoir une stratégie de communication bien conçue pour expliquer le concept et le processus à ces différents acteurs, leur permettant de participer aux discussions sur la conception de la mesure. Certains pays ont opté pour l'implication d'un comité de la pauvreté qui rassemble des experts et des représentants de différents secteurs de la société dans le processus décisionnel de conception de la mesure.

Plus précisément, la conception d'une mesure de la pauvreté multidimensionnelle implique généralement un processus technique, complété et soutenu par un processus politique. Si des comités techniques et politiques sont mis en place, il est utile de s'entendre sur : (1) un plan d'activités et un calendrier; (2) un calendrier d'interactions régulières pour assurer une bonne communication; et (3) un système de documentation qui garde une trace de toutes les décisions et des justifications respectives. Cependant, l'ingérence politique dans le processus technique doit être évitée, comme le recommande le manuel « National Quality Assurance Frameworks Manual for Official Statistics » de la DSNU.

4.i. Gestion de la qualité

Les données ont été validées avec une approche en trois étapes pour assurer leur exactitude. Tout d'abord, les données sont saisies par le personnel de la Banque mondiale affecté à chaque pays, généralement en consultation avec le BNS du pays et/ou les documents officiels du pays. Ces données sont envoyées aux agents de pays de l'UNICEF et du PNUD pour validation. Après avoir intégré les contributions de ces trois agences, les données sont envoyées au point focal des ODD pour chaque pays pour leur approbation finale. Pour les pays où la Banque mondiale n'a pas de bureau national, comme pour les pays de l'OCDE et de l'UE, la Banque mondiale a recueilli les informations sur la base de sources de données disponible en ligne et les a envoyées directement aux homologues officiels de chaque pays pour vérification.

4.j. Assurance de la qualité

Dans un premier temps, les données ont été saisies par des économistes de la pauvreté, puis vérifiées avec soin avec les informations relatives aux métadonnées, par l'équipe centrale de suivi de l'indicateur 1.2.2 des ODD de la Banque mondiale. Ensuite, les données ont été envoyées au PNUD et à l'UNICEF pour une vérification plus approfondie.

5. Disponibilité des données et désagrégation

Niveau de désagrégation :

Le dénombrement officiel de la pauvreté multidimensionnelle (% de la population) est ventilé par sexe et par âge. La tranche d'âge pour le dénombrement officiel de la pauvreté multidimensionnelle chez les enfants est principalement de 0 à 17 ans, mais certains pays ont une définition d'âge différente pour les enfants, comme de 0 à 15 ans au Salvador. Géographiquement, il est ventilé par zones urbaines et rurales.

Années de déclaration :

Les années de déclaration pour l'indicateur 1.2.2 des ODD sont celles où l'enquête à la source a été menée, à l'exception de l'AROEPE. Lorsque l'année d'enquête est divisée en deux ans, la première année a été déclarée. Dans l'AROEPE, la période de référence pour toutes les dimensions ainsi que les indicateurs sont diffusés ainsi que les variables liées aux éléments de privation matérielle en question l'année de l'enquête, à l'exception de l'âge, du revenu, des variables sur les arriérés, de l'intensité du travail du ménage, du pays de naissance et du statut d'activité. En ce qui concerne l'âge, il s'agit de l'âge du répondant à la fin de la période de référence du revenu. Pour le revenu, la période de référence du revenu est une période fixe de 12 mois (telle que l'année civile ou fiscale précédente) pour tous les pays, à l'exception de l'Irlande pour laquelle l'enquête est continue et le revenu est recueilli pour les douze derniers mois. Les variables sur les arriérés se réfèrent aux 12 derniers mois, tandis que l'intensité de travail du ménage fait référence au nombre de mois pendant lesquels tous les membres du ménage en âge de travailler ont travaillé au cours de l'année de référence du revenu. Pour le statut d'activité, l'année de référence est l'année précédant l'année d'enquête et pour le pays de naissance, elle est constante.

Disponibilité des données :

Le troisième cycle de suivi de l'ODD 1.2.2 s'est poursuivi d'octobre 2020 à mai 2021. Jusqu'à présent, 69 mesures multidimensionnelles de la pauvreté dans 69 pays ont été déclarées et confirmées par les points focaux des ODD. Toutefois, la disponibilité de l'indicateur multidimensionnel de la pauvreté au fil du temps varie considérablement d'un pays à l'autre. Le tableau suivant montre les années au cours desquelles les données sont disponibles pour un pays (les cases colorées), ainsi que le nombre de statistiques sur les effectifs – population, ménage, hommes, femmes, enfants – disponibles pour chaque pays (selon les différentes couleurs utilisées dans les cases). La marque d'étoile indique que des données sur la privation multidimensionnelle chez les enfants sont disponibles.

Pays	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Afghanistan							2				2
Angola						2 & 6					
Arménie	1	1	1	1 & 6	1	1 & 6	1 & 6	1 & 6	5		
Autriche	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4	
Belgique	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4	
Bhoutan	1		1					2			

Pays	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Bulgarie	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4
Burundi				1 & 6							
Chili		5		5		5		5			
Colombie	1	1	1	1	1	1	1		1		
Costa Rica	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	
Croatie	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4	
Chypre	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4	
Tchéquie	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4	
Danemark	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4
République dominicaine	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	
Équateur	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	
Égypte					6						
El Salvador					5		5	5	5	5	
Estonie	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4	
Finlande	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4
France	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4	
Allemagne	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4	
Ghana	2	1					1	6	1		
Grèce	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4	
Guatémala					4						

Pays	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Guinée					1 & 6						
Guinée-Bissau	1				1 & 6						
Hongrie	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4
Islande	4	4	4	4	4	4	4	4	4		
Irlande	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4	
Italie	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4	
Lettonie	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4	
Lesotho					6						
Lithuanie	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4	
Luxembourg	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4	
Malawi				6			6				
Malaisie					1		1			1	
Maldives							2				
Mali						6	5				
Malte	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4	
Mexique	4		4		4		4		4		
Maroc		5			5						
Mozambique					1						
Népal		1			2						

Pays	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Pays-Bas	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4
Nigéria								1			
Macédoine du Nord	3	4	4	4	4	4	4	4	4		
Norvège	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4	
Pakistan	1		1		1						
Palestine							2				
Panama								4	1		
Philippines							1	1			
Pologne	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4	
Roumanie	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4	
Rwanda	1			1			1				
Sainte-Lucie							1				
Sao Tomé-et-Principe					6						
Seychelles									1		
Slovaquie	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4	
Slovénie	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4	
Afrique du Sud		1					1				
Espagne	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4	
Sri Lanka							5				

Pays	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Suède	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4	
Thaïlande						1		1			
Turquie	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4	
Vietnam							1	1	1	1	
Zambie						6					

1	Données disponibles pour seulement un type de dénombrement
2	Données disponibles pour deux types de dénombrement
3	Données disponibles pour trois types de dénombrement
4	Données disponibles pour quatre types de dénombrement
5	Données disponibles pour cinq types de dénombrement
6	Données de privation multidimensionnelle des enfants disponibles

6. Comparabilité / Dérogation des normes internationales

Comparabilité :

Les données compilées de l'ODD 1.2.2 ne sont pas destinées à être comparables entre les pays en raison des différences méthodologiques. Par exemple, bien que la méthodologie AF et AROPE produisent le ratio d'effectif des personnes considérées comme « multidimensionnellement pauvres », leur définition de la multidimensionnalité est différente et ne peut être comparée. En outre, même lorsque les pays utilisent la même approche (p. ex., AF, AROPE ou MODA), les statistiques ne sont pas toujours comparables, car les paramètres clés pour calculer la mesure tels que le nombre d'indicateurs, le poids attribué à chaque indicateur, etc. sont adaptés au contexte spécifique du pays. De plus, dans un même pays, si la méthodologie est différente, les estimations ne doivent pas être comparées. Par exemple, si un pays calcule sa pauvreté multidimensionnelle officielle en utilisant la mesure AF mais la pauvreté multidimensionnelle des enfants en utilisant la méthodologie MODA, les mesures pourraient être très différentes car les dimensions et les indicateurs utilisés dans les deux approches diffèrent considérablement. Dans ce suivi de l'ODD 1.2.2, la pauvreté multidimensionnelle des enfants basée sur la méthodologie MODA est déclarée comme un indicateur supplémentaire et le taux de pauvreté multidimensionnelle est déclaré séparément de la désagrégation de l'indicateur officiel de pauvreté multidimensionnelle des enfants.

Sources des divergences :

Le PNUD produit l'Indice mondial de pauvreté multidimensionnelle (IPM), qui est le produit de la multiplication des effectifs multidimensionnels et du nombre moyen de privations en utilisant la même dimension et les mêmes indicateurs couvrant plus de 100 pays. Cependant, la plupart de ces chiffres ne sont pas officiellement approuvés par chaque pays, et parfois l'IPM calculé au niveau national est différent de l'IPM mondial en raison d'une certaine différence des paramètres, par conséquent, dans cette plate-forme, nous ne déclarons pas l'IPM mondial.

7. Références et documentation

Pays	Référence (en anglais, sauf avis contraire)

Afghanistan	Publication officielle : https://www.nsia.gov.af:8080/wp-content/uploads/2019/04/A-MPI-2019-full-report-English-1.pdf ;
Angola	Publication officielle : Childhood in Angola - A Multidimensional Analysis of Child Poverty https://www.unicef.org/esaro/UNICEF-Ang-2018-A-Multidimensional-Analysis-of-Child-Poverty.pdf
Arménie	<p>(2010-2017) Publication officielle : Social Snapshot and Poverty in Armenia: Statistical and analytical report, 2018 (https://www.armstat.am/en/?nid=82&id=2095);</p> <p>Documentation méthodologique : The Many Faces of Deprivation: A Multidimensional Approach to Poverty in Armenia (https://documents.banquemondiale.org/fr/publication/documents-reports/documentdetail/111701504028830403/the-many-faces-of-deprivation-a-multidimensional-approach-to-poverty-in-armenia)</p> <p>(2013-2017) Publication officielle : https://www.armstat.am/file/article/poverty_2018_english_2.pdf</p> <p>(2018) Official publication: Social Snapshot and Poverty in Armenia, 2019 https://armstat.am/en/?nid=82&id=2217;</p> <p>Documentation méthodologique : The Many Faces of Deprivation: A Multidimensional Approach to Poverty in Armenia (https://documents.banquemondiale.org/fr/publication/documents-reports/documentdetail/111701504028830403/the-many-faces-of-deprivation-a-multidimensional-approach-to-poverty-in-armenia)</p>
Autriche	<p>Publication officielle : https://ec.europa.eu/eurostat/data/database</p> <p>https://ec.europa.eu/eurostat/documents/3217494/9940483/KS-02-19-165-EN-N.pdf</p> <p>Documentation méthodologique : People at risk of poverty and social exclusion (AROPE) , https://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/index.php/EU_statistics_on_income_and_living_conditions_(EU-SILC)_methodology_-_Europe_2020_target_on_poverty_and_social_exclusion</p>
Belgique	<p>Publication officielle : https://ec.europa.eu/eurostat/data/database</p> <p>https://ec.europa.eu/eurostat/documents/3217494/9940483/KS-02-19-165-EN-N.pdf</p> <p>Documentation méthodologique : People at risk of poverty and social exclusion (AROPE) , https://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/index.php/EU_statistics_on_income_and_living_conditions_(EU-SILC)_methodology_-_Europe_2020_target_on_poverty_and_social_exclusion</p>
Bhoutan	Publication officielle : Bhutan Multidimensional Poverty Index 2017 http://www.nsb.gov.bt/publication/files/pub0mu6061yd.pdf ;
Bulgarie	<p>Publication officielle : https://ec.europa.eu/eurostat/data/database</p> <p>https://ec.europa.eu/eurostat/documents/3217494/9940483/KS-02-19-165-EN-N.pdf</p> <p>Documentation méthodologique : People at risk of poverty and social exclusion (AROPE) , https://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/index.php/EU_statistics_on_income_and_living_conditions_(EU-SILC)_methodology_-_Europe_2020_target_on_poverty_and_social_exclusion</p>
Burundi	Publication officielle (en français) : https://www.ilo.org/surveyLib/index.php/catalog/2153/download/18083 , https://www.unicef.org/esa/sites/unicef.org.esa/files/2018-09/UNICEF-Burundi-2017-Child-Poverty.pdf
Chili	<p>(2011 and 2013) Publication officielle : http://observatorio.ministeriodesarrollosocial.gob.cl/documentos/Casen2013_Situacion_Pobreza_Chile.pdf;</p> <p>Documentation méthodologique : http://observatorio.ministeriodesarrollosocial.gob.cl/casen/casen_informes.php</p> <p>(2015) Publication officielle : http://observatorio.ministeriodesarrollosocial.gob.cl/casen-multidimensional/casen/docs/CASEN_2015_Situacion_Pobreza.pdf;</p> <p>Documentation méthodologique : http://observatorio.ministeriodesarrollosocial.gob.cl/casen-multidimensional/casen/metodologia.php</p> <p>(2017) Publication officielle : http://observatorio.ministeriodesarrollosocial.gob.cl/casen-multidimensional/casen/docs/Resultados_pobreza_Casen_2017.pdf;</p> <p>Documentation méthodologique : http://observatorio.ministeriodesarrollosocial.gob.cl/casen-multidimensional/casen/metodologia.php</p>

Colombie	<p>Publication officielle : https://www.dane.gov.co/files/investigaciones/condiciones_vida/pobreza/2018/bt_pobreza_multidimensional_18.p</p> <p>Documentation méthodologique : https://www.dane.gov.co/files/acerca/Normatividad/CONPES-150.pdf</p>
Costa Rica	<p>(2010, 2011, 2014, 2016 and 2017) Publication officielle (en espagnol): Indicateurs de pauvreté multidimensionnelle selon la zone de planification et la région, juillet 2017 https://www.inec.go.cr/system/files_force/documentos-biblioteca-virtual/resultados_generales_sitio_web_enaho_2017_ipm_9oct17.xlsx?download=1</p> <p>(2012, 2013) Publication officielle (en espagnol) : Indicateurs de l'indice de pauvreté multidimensionnelle selon la zone de planification https://www.inec.go.cr/system/files_force/documentos/pobreza_y_presupuesto_de_hogares/pobreza/estadisticas/resultados/repobrezaenal01_0.xls?download=1</p> <p>(2015) Publication officielle (en espagnol) : Indicateurs de l'indice de pauvreté multidimensionnelle selon la zone de planification https://www.inec.go.cr/system/files_force/documentos/pobreza_y_presupuesto_de_hogares/pobreza/estadisticas/resultados/repobrezaenal01_0.xls?download=1</p> <p>Documentation méthodologique (en espagnol) : Indice de pauvreté multidimensionnelle (IPM) : Méthodologie https://www.inec.cr/sites/default/files/documentos/pobreza_y_presupuesto_de_hogares/pobreza/metodologias/mepobrezaenaho2015-01.p</p> <p>(2018) Publication officielle (en espagnol) : Indicateurs de pauvreté multidimensionnelle selon la zone de planification et la région, juillet 2018 https://www.inec.go.cr/system/files_force/documentos-biblioteca-virtual/reenaho2018-ipm.xlsx?download=1</p> <p>(2019) Publication officielle (en espagnol) : Indicateurs de pauvreté multidimensionnelle selon la zone de planification et la région, juillet 2019 https://www.inec.go.cr/system/files_force/documentos-biblioteca-virtual/reenaho2019-ipm.xlsx?download=1</p>
Croatie	<p>Publication officielle : https://ec.europa.eu/eurostat/data/database</p> <p>https://ec.europa.eu/eurostat/documents/3217494/9940483/KS-02-19-165-EN-N.pdf</p> <p>Documentation méthodologique : People at risk of poverty and social exclusion (AROPE) , https://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/index.php/EU_statistics_on_income_and_living_conditions_(EU-SILC)_methodology_-_Europe_2020_target_on_poverty_and_social_exclusion</p>
Chypre	<p>Publication officielle : https://ec.europa.eu/eurostat/data/database</p> <p>https://ec.europa.eu/eurostat/documents/3217494/9940483/KS-02-19-165-EN-N.pdf</p> <p>Documentation méthodologique : People at risk of poverty and social exclusion (AROPE) , https://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/index.php/EU_statistics_on_income_and_living_conditions_(EU-SILC)_methodology_-_Europe_2020_target_on_poverty_and_social_exclusion</p>
République dominicaine	<p>Publication officielle : 1) L'indice de pauvreté multidimensionnelle pour l'Amérique latine (IPM-AL) : une application pour la République dominicaine 2000-2016 (en espagnol) http://economia.gob.do/wp-content/uploads/drive/UAAES/Publicaciones/El%20indice%20de%20Pobreza%20Multidimensional%20para%20America%20Latina.pdf</p> <p>2) Rapport national volontaire 2018 : Engagements, progrès et défis en matière de développement durable (en espagnol) https://sustainabledevelopment.un.org/content/documents/19710INV_RD_2018_V2.pdf</p> <p>Documentation méthodologique : L'indice de pauvreté multidimensionnelle pour l'Amérique latine (IPM-AL) : une application pour la République dominicaine 2000-2016 (en espagnol) http://economia.gob.do/wp-content/uploads/drive/UAAES/Publicaciones/El%20indice%20de%20Pobreza%20Multidimensional%20para%20America%20Latina.pdf</p>
Équateur	<p>Publication officielle (en espagnol) : Enquête nationale sur l'emploi, le chômage et le sous-emploi (ENEMDU) Pauvreté multidimensionnelle https://www.ecuadorencifras.gob.ec/documentos/web-inec/POBREZA/2019/Diciembre-2019/Tabulados%20IPM-dic%2019.xlsx</p>
Égypte	<p>Publication officielle : Understanding Multidimensional Poverty in Egypt https://www.unicef.org/MODA-Report-Full-EN-websingle.pdf</p>
El Salvador	<p>(2014)</p>

	<p>Publication officielle : Objectifs de développement durable 2019. San Salvador El Salvador (en espagnol) http://www.odselsalvador.gob.sv/content/uploads/2019/05/Informe_ODS-1.pdf Mesure de la pauvreté multidimensionnelle El Salvador (en espagnol) http://www.secretariatecnica.gob.sv/wp-content/uploads/2015/10/Medici%C3%B3n-Multidimensional-de-la-Pobreza-El-Salvador.pdf (2016, 2017)</p> <p>Publication officielle : Objectifs de développement durable 2019. San Salvador El Salvador (en espagnol) http://www.odselsalvador.gob.sv/content/uploads/2019/05/Informe_ODS-1.pdf</p>
Estonie	<p>Publication officielle : https://ec.europa.eu/eurostat/data/database</p> <p>https://ec.europa.eu/eurostat/documents/3217494/9940483/KS-02-19-165-EN-N.pdf</p> <p>Documentation méthodologique : People at risk of poverty and social exclusion (AROPE) , https://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/index.php/EU_statistics_on_income_and_living_conditions_(EU-SILC)_methodology_-_Europe_2020_target_on_poverty_and_social_exclusion</p>
Finlande	<p>Publication officielle : https://ec.europa.eu/eurostat/data/database</p> <p>https://ec.europa.eu/eurostat/documents/3217494/9940483/KS-02-19-165-EN-N.pdf</p> <p>Documentation méthodologique : People at risk of poverty and social exclusion (AROPE) , https://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/index.php/EU_statistics_on_income_and_living_conditions_(EU-SILC)_methodology_-_Europe_2020_target_on_poverty_and_social_exclusion</p>
Allemagne	<p>Publication officielle : https://ec.europa.eu/eurostat/data/database</p> <p>https://ec.europa.eu/eurostat/documents/3217494/9940483/KS-02-19-165-EN-N.pdf</p> <p>Documentation méthodologique : People at risk of poverty and social exclusion (AROPE) , https://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/index.php/EU_statistics_on_income_and_living_conditions_(EU-SILC)_methodology_-_Europe_2020_target_on_poverty_and_social_exclusion</p>
Ghana	<p>(2010)</p> <p>Publication officielle : Non-Monetary Poverty in Ghana https://www.undp.org/content/dam/ghana/docs/Doc/Inclgro/Non-Monetary%20Poverty%20in%20Ghana%20(24-10-13).pdf</p> <p>(2017)</p> <p>Multi-Dimensional Child Poverty in Ghana: https://www.unicef.org/ghana/media/2676/file/Multi-Dimensional%20Child%20Poverty%20Report.pdf</p>
Grèce	<p>Documentation méthodologique : https://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/index.php/EU_statistics_on_income_and_living_conditions_(EU-SILC)_methodology_-_Europe_2020_target_on_poverty_and_social_exclusion</p>
Guinée	<p>Publication officielle (en français) : http://www.stat-guinee.org/images/Documents/Publications/INS/rapports_enquetes/RGPH3/RGPH3_rapport_pauvrete.pdf</p>
Guinée-Bissau	<p>Publication officielle (en français) : Pauvreté multidimensionnelles et privations multiples des enfants en Guinée-Bissau https://uprdoc.ohchr.org/uprweb/downloadfile.aspx?filename=7579&file=Annexe7;</p>
Hongrie	<p>Publication officielle : https://ec.europa.eu/eurostat/data/database</p> <p>https://ec.europa.eu/eurostat/documents/3217494/9940483/KS-02-19-165-EN-N.pdf</p> <p>Documentation méthodologique : People at risk of poverty and social exclusion (AROPE) , https://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/index.php/EU_statistics_on_income_and_living_conditions_(EU-SILC)_methodology_-_Europe_2020_target_on_poverty_and_social_exclusion</p>
Irlande	<p>Publication officielle : https://ec.europa.eu/eurostat/data/database</p> <p>https://ec.europa.eu/eurostat/documents/3217494/9940483/KS-02-19-165-EN-N.pdf</p> <p>Documentation méthodologique : People at risk of poverty and social exclusion (AROPE) , https://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/index.php/EU_statistics_on_income_and_living_conditions_(EU-SILC)_methodology_-_Europe_2020_target_on_poverty_and_social_exclusion</p>

Italie	<p>Publication officielle : https://ec.europa.eu/eurostat/data/database</p> <p>https://ec.europa.eu/eurostat/documents/3217494/9940483/KS-02-19-165-EN-N.pdf</p> <p>Documentation méthodologique : People at risk of poverty and social exclusion (AROPE) , https://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/index.php/EU_statistics_on_income_and_living_conditions_(EU-SILC)_methodology_-_Europe_2020_target_on_poverty_and_social_exclusion</p>
Lithuanie	<p>Publication officielle : https://ec.europa.eu/eurostat/data/database</p> <p>https://ec.europa.eu/eurostat/documents/3217494/9940483/KS-02-19-165-EN-N.pdf</p> <p>Documentation méthodologique : People at risk of poverty and social exclusion (AROPE) , https://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/index.php/EU_statistics_on_income_and_living_conditions_(EU-SILC)_methodology_-_Europe_2020_target_on_poverty_and_social_exclusion</p>
Luxembourg	<p>Publication officielle : https://ec.europa.eu/eurostat/data/database</p> <p>https://ec.europa.eu/eurostat/documents/3217494/9940483/KS-02-19-165-EN-N.pdf</p> <p>Documentation méthodologique : People at risk of poverty and social exclusion (AROPE) , https://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/index.php/EU_statistics_on_income_and_living_conditions_(EU-SILC)_methodology_-_Europe_2020_target_on_poverty_and_social_exclusion</p>
Mali	<p>(2010)</p> <p>Publication officielle (en français) : Pauvreté et privation des enfants au Mali Les premières estimations nationales https://www.unicef-irc.org/publications/pdf/20_mali_poverty_dep_fr.pdf</p> <p>(2015)</p> <p>Publication officielle (en français) : Privation multidimensionnelle et pauvreté des enfants au Mali, Octobre 2018, UNICEF</p> <p>(2016)</p> <p>Publication officielle (en français) : La pauvreté à plusieurs dimensions au Mali</p> <p>http://www.instat-mali.org/contenu/eq/rap-ind16-17_eq.pdf</p>
Malte	<p>Publication officielle : https://ec.europa.eu/eurostat/data/database</p> <p>https://ec.europa.eu/eurostat/documents/3217494/9940483/KS-02-19-165-EN-N.pdf</p> <p>Documentation méthodologique : People at risk of poverty and social exclusion (AROPE) , https://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/index.php/EU_statistics_on_income_and_living_conditions_(EU-SILC)_methodology_-_Europe_2020_target_on_poverty_and_social_exclusion</p>
Mexique	<p>(2010)</p> <p>Publication officielle (en espagnol) : https://www.coneval.org.mx/Medicion/Paginas/PobrezaInicio.aspx</p> <p>Documentation méthodologique (en espagnol) : https://www.coneval.org.mx/Medicion/MP/Paginas/Metodologia.aspx</p> <p>(2012, 2014, 2018)</p> <p>Publication officielle (en espagnol) : https://www.coneval.org.mx/Medicion/MP/Paginas/Pobreza-2018.aspx</p> <p>Documentation méthodologique (en espagnol) : https://www.coneval.org.mx/Medicion/MP/Paginas/Metodologia.aspx</p> <p>(2016)</p> <p>Publication officielle (en espagnol) : https://www.coneval.org.mx/Medicion/MP/Paginas/Pobreza_2016.aspx</p> <p>Documentation méthodologique (en espagnol) : https://www.coneval.org.mx/Medicion/MP/Paginas/Metodologia.aspx</p>
Maroc	<p>(2011)</p> <p>Publication officielle (en français) : https://www.hcp.ma/Les-Cahiers-du-Plan-N-43-Mars-Avril-2013_a1248.html;</p> <p>(2014)</p> <p>Publication officielle (en français) : https://www.hcp.ma/Principaux-resultats-de-la-cartographie-de-la-pauvrete-multidimensionnelle-200-Paysage-territorial-et-dynamique_a2126.html</p> <p>Note du Haut Commissariat sur la pauvreté multidimensionnelle des enfants (en français) https://www.hcp.ma/Note-d-information-du-Ha-Commissariat-au-Plan-a-l-occasion-de-la-Journee-Nationale-de-l-Enfant-2017_a1921.html</p>

Mozambique	Publication officielle (en portugais) : Pauvreté et bien-être au Mozambique : Quatrième évaluation nationale (IOF 2014/2015) p.52 https://www.wider.unu.edu/sites/default/files/Final_QUARTA%20AVALLIA%C3%87AO%20NACIONAL%20DA%20POBREZA_2016-26_2.pdf
Népal	Publication officielle : Nepal Multidimensional Poverty Index 2018 https://www.npc.gov.np/images/category/Nepal_MPI.pdf
Pays-Bas	Publication officielle : https://ec.europa.eu/eurostat/data/database https://ec.europa.eu/eurostat/documents/3217494/9940483/KS-02-19-165-EN-N.pdf Documentation méthodologique : People at risk of poverty and social exclusion (AROPE) , https://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/index.php/EU_statistics_on_income_and_living_conditions_(EU-SILC)_methodology_-_Europe_2020_target_on_poverty_and_social_exclusion
Macédoine du Nord	Documentation méthodologique (en macédonien et anglais) : Survey on Income and Living Conditions, 2012 http://www.stat.gov.mk/Publikacii/2.4.15.01.pdf (2011-2013) Documentation méthodologique (en macédonien et anglais) : Survey on Income and Living Conditions, 2013 http://www.stat.gov.mk/Publikacii/2.4.15.13.pdf (2014-2016) Documentation méthodologique (en macédonien et anglais) : Survey on Income and Living Conditions, 2016 http://www.stat.gov.mk/Publikacii/2.4.17.13.pdf (2017) Documentation méthodologique (en macédonien et anglais) : Survey on Income and Living Conditions, 2017 http://www.stat.gov.mk/Publikacii/2.4.18.13.pdf (2018) Documentation méthodologique : Laeken Poverty Indicators http://www.stat.gov.mk/MetodoloskiObjasSoop_en.aspx?id=115&rbrObl=13
Pakistan	Publication officielle : Multidimensional Poverty in Pakistan https://www.undp.org/content/dam/pakistan/docs/MPI/Multidimensional%20Poverty%20in%20Pakistan.pdf
Philippines	Document officiel : Philippine Statistics Authority press release https://psa.gov.ph/poverty-press-releases/nid/136930 Documentation méthodologique : Technical notes on the estimation of the MPI based on the initial methodology https://psa.gov.ph/sites/default/files/mpi%20technical%20notes.pdf
Pologne	Publication officielle : https://ec.europa.eu/eurostat/data/database https://ec.europa.eu/eurostat/documents/3217494/9940483/KS-02-19-165-EN-N.pdf Documentation méthodologique : People at risk of poverty and social exclusion (AROPE) , https://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/index.php/EU_statistics_on_income_and_living_conditions_(EU-SILC)_methodology_-_Europe_2020_target_on_poverty_and_social_exclusion
Roumanie	Publication officielle : https://ec.europa.eu/eurostat/data/database https://ec.europa.eu/eurostat/documents/3217494/9940483/KS-02-19-165-EN-N.pdf Documentation méthodologique : People at risk of poverty and social exclusion (AROPE) , https://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/index.php/EU_statistics_on_income_and_living_conditions_(EU-SILC)_methodology_-_Europe_2020_target_on_poverty_and_social_exclusion
Rwanda	Publication officielle : https://www.mppn.org/wp-content/uploads/2018/12/EICV5_Thematic-Report_Multidimensional-Poverty-Index_M
Seychelles	Publication officielle : https://www.nbs.gov.sc/downloads/social-statistics/multidimensional-poverty-index/2018
Slovénie	Publication officielle : https://ec.europa.eu/eurostat/data/database https://ec.europa.eu/eurostat/documents/3217494/9940483/KS-02-19-165-EN-N.pdf

	Documentation méthodologique : People at risk of poverty and social exclusion (AROPE) , https://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/index.php/EU_statistics_on_income_and_living_conditions_(EU-SILC)_methodology_-_Europe_2020_target_on_poverty_and_social_exclusion
Suède	<p>Publication officielle : https://ec.europa.eu/eurostat/data/database</p> <p>https://ec.europa.eu/eurostat/documents/3217494/9940483/KS-02-19-165-EN-N.pdf</p> <p>Documentation méthodologique : People at risk of poverty and social exclusion (AROPE) , https://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/index.php/EU_statistics_on_income_and_living_conditions_(EU-SILC)_methodology_-_Europe_2020_target_on_poverty_and_social_exclusion</p>
Thaïlande	<p>Publication officielle (en thaï) :</p> <p>http://social.nesdc.go.th/social/Portals/0/Documents/%e0%b8%a3%e0%b8%a7%e0%b8%a1%20NMPI%2007102019%20(1630)_2305.pdf</p>
Zambie	Publication officielle : Child Poverty in Zambia https://www.unicef.org/zambia/reports/child-poverty-zambia-report-2018